

FORUM SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS RÉGIONALES ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE

18-20 Juin, 2025

Nairobi, Kenya



LRS Labour
Research
Service

sask[®]



Ministry for Foreign
Affairs of Finland

La politique commerciale : commerce, développement et ZLECA

**KWABENA NYARKO OTOO
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
CONGRÈS DES SYNDICATS (TUC) - GHANA**

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

Nicholas Kaldor, éminent économiste de Cambridge, avait l'habitude de dire trois choses à ses étudiants au sujet du développement :

- ✓ Premièrement, la seule façon pour un pays de se développer est de s'industrialiser ;
- ✓ Deuxièmement, la seule façon de s'industrialiser est de se protéger (protéger l'industrie nationale contre une concurrence non durable) ; et
- ✓ troisièmement, quiconque affirme le contraire n'est pas honnête.

INTRODUCTION

- Les nations commercent entre elles depuis des siècles.
- La nécessité du commerce n'a jamais été remise en question.
- « Les nations ne peuvent pas vivre seules plus efficacement que les individus ».
- Une famille isolée, vivant en autarcie, ne peut obtenir qu'une existence modeste et primitive.
- ... même chez les peuples primitifs, il existait une spécialisation rudimentaire accompagnée d'un partage ou d'un échange [commerce] inévitable de ses fruits.

POLITIQUE COMMERCIALE

- Utilisation de droits de douane et de barrières non tarifaires pour influencer le flux et la direction des produits échangés.
- Les droits de douane sont des taxes souvent exprimées en pourcentage de la valeur du produit ;
- Les droits de douane sont considérés comme des restrictions tarifaires au commerce.
- Les barrières non tarifaires sont des restrictions non liées au prix ;
- Elles sont nombreuses et variées :
- par exemple les quotas, les interdictions totales, les mesures phytosanitaires, etc.

POLITIQUE COMMERCIALE – COMMENT LE COMMERCE DOIT-IL ÊTRE MENÉ ?

- Les débats sur le commerce international ont une longue histoire, qui remonte même à avant l'émergence de l'économie.
- Historiquement, les pays ont toujours eu des opinions divergentes sur la manière dont le commerce devrait être mené.
- Au XVe siècle, les mercantilistes préconisaient que les nations augmentent leurs exportations tout en limitant leurs importations.
- Selon eux, une nation ne peut tirer profit du commerce qu'au détriment d'une ou plusieurs autres nations.
- Cette vision du commerce international a dominé pendant longtemps.
- Adam Smith et ses pairs, dont David Ricardo, ont réussi à convaincre les nations que le libre-échange était supérieur au protectionnisme.

POLITIQUE COMMERCIALE – COMMENT LE COMMERCE DOIT-IL ÊTRE MENÉ ?

- Ils conseillaient aux nations d'exporter ce qu'elles pouvaient produire à bas prix et d'importer tout le reste.
- Leur concept de libre-échange consistait à supprimer les barrières douanières telles que les quotas et les droits de douane.
- Au cours des quatre dernières décennies, cette vision du commerce a triomphé.
- L'idée est que le commerce ou le libre-échange créera un climat favorable à la croissance économique et au développement.
- La croissance économique créera à son tour des emplois et réduira la pauvreté.
- Les barrières commerciales faussent l'allocation des ressources vers leurs utilisations les plus efficaces. Elles freinent la croissance économique et l'emploi.
- Telle est la prémisse de l'économie orthodoxe.

POLITIQUE COMMERCIALE

- La théorie dominante en matière de commerce repose sur la loi de l'avantage comparatif.
- Cette théorie stipule simplement que les pays ont tout à gagner à se spécialiser dans la production et l'exportation de biens qui utilisent leur facteur de production le plus abondant (Heckscher, 1919 ; Ohlin, 1933).
- Par exemple, le Ghana a tout à gagner à se concentrer sur la production et l'exportation du cacao.
- Il en va de même pour le Kenya s'il continue à produire et à exporter du thé.
- Le pays ne peut pas et ne doit pas s'approprier l'énorme valeur qui dépasse la production de fèves de cacao.
- C'est pour cette raison que le Ghana et la Côte d'Ivoire, deux pays qui représentent 70 % de la production mondiale de cacao, ne reçoivent que 10 % de la valeur de l'industrie mondiale de la confiserie.

POLITIQUE COMMERCIALE

- En effet, « l'avantage comparatif » est une théorie qui explique « comment ne pas se développer ».
- Le verdict de Shumpeter sur la théorie de l'avantage comparatif est le suivant :
- « c'est une excellente théorie qui ne peut jamais être réfutée et qui ne manque que de sens ».
- Oui, cette théorie a « tout sauf du sens ».
- Selon Erik Reinert, « [...] la théorie de l'avantage comparatif pourrait en réalité enfermer les pays pauvres dans un cercle vicieux de pauvreté, dans une primitivisation : se spécialiser dans la pauvreté » (Reinert, 2007).

POLITIQUE COMMERCIALE

- Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont tous été fondés sur le principe orthodoxe selon lequel l'avantage comparatif est source de gains en matière de bien-être.
- Jusqu'à présent, ils ont fonctionné selon le principe selon lequel un commerce plus libre est non seulement bon pour la croissance économique, l'emploi et la réduction de la pauvreté, mais qu'il est également le seul moyen d'atteindre ces trois objectifs.
- Le FMI est délibérément structuré pour prêter aux pays en difficulté de balance des paiements afin d'empêcher ces pays d'imposer des barrières commerciales.

POLITIQUE COMMERCIALE

- Keynes (1930) a observé que « le libre-échange suppose que si l'on licencie des travailleurs dans un secteur, on les réembauchera dans un autre. Dès que ce maillon de la chaîne se brise, tout l'argument en faveur du libre-échange s'effondre ».
- Cela revient à supposer que les personnes qui ont perdu leur emploi dans le secteur textile ghanéen à la suite de la libéralisation rapide de ce secteur seront immédiatement en mesure de trouver un emploi dans le secteur florissant du cacao.
- Les économistes partisans du libre-échange supposent également que la libéralisation des échanges préservera l'équilibre de la balance des paiements.
- La libéralisation du commerce entraîne souvent une croissance plus rapide des importations que des exportations. Il en résulte une crise de la balance des paiements, à moins que le taux de change ne se détériore suffisamment rapidement et profondément pour limiter les importations et/ou stimuler les exportations.
- Si le taux de change ne remplit pas son rôle, un programme de stabilisation visant à limiter la production (croissance/revenus) est alors nécessaire pour réduire les importations.

POLITIQUE COMMERCIALE

- Cela entraînera une baisse de l'emploi et des pertes de bien-être. C'est ce qui s'est produit dans de nombreux autres pays d'Afrique, contraints d'adopter prématurément la libéralisation des échanges.
- Il est également tout à fait possible que le commerce génère des gains dynamiques (en plus des gains statiques). Ceux-ci prendront la forme d'un flux d'idées, de connaissances, d'investissements et d'économies d'échelle.
- Toutefois, les gains dynamiques du libre-échange dépendent de la spécialisation d'un pays dans l'extraction des ressources naturelles ou dans les activités manufacturières.
- La spécialisation dans la production et l'exportation de ressources naturelles ne confère aucun gain dynamique à un pays.
- Selon Reinert (2007), cela revient à se spécialiser dans des activités à rendements décroissants et à rester pauvre.

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Pour que le commerce soutienne la croissance et le développement de manière durable, les pays devront dépasser l'avantage comparatif statique et s'aventurer dans de nouveaux domaines où ils sont désavantagés.
- En d'autres termes, les pays devront acquérir de nouveaux avantages comparatifs dans des biens qui présentent des caractéristiques favorables en termes de production et de demande, c'est-à-dire des biens qui bénéficient de rendements d'échelle croissants.
- Les pays pauvres doivent passer d'« activités à rendements décroissants » et de « marchés parfaitement concurrentiels » à des « activités à rendements croissants » et à des « marchés imparfaits ».
- Aucun pays au monde n'a réussi cette transition grâce au libre-échange.
- Tous les pays qui ont réussi cette transition l'ont fait grâce au protectionnisme.

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Stiglitz (2006) résume ce point de manière plus succincte :

Sans protection, un pays dont l'avantage comparatif statique réside, par exemple, dans l'agriculture, risque de stagner ; son avantage comparatif restera dans l'agriculture, avec des perspectives de croissance limitées. Une protection industrielle généralisée peut entraîner une augmentation de la taille du secteur industriel qui est, presque partout, la source de l'innovation ; bon nombre de ces progrès se répercuteront sur le reste de l'économie, tout comme les avantages découlant du développement d'institutions, telles que les marchés financiers, qui accompagnent la croissance d'un secteur industriel. En outre, un secteur industriel important et en croissance (et les droits de douane sur les produits manufacturés) fournissent des recettes qui permettent au gouvernement de financer l'éducation, les infrastructures et d'autres éléments nécessaires à une large croissance fondée (p. 72) ».

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Les preuves sont concluantes :
 - le libre-échange ne propulse pas un pays pauvre ayant un avantage comparatif statique dans l'agriculture et les matières premières vers un avantage comparatif dynamique dans l'industrie manufacturière.
- Bhagwati (2001), grand prêtre du libre-échange, admet ce qui suit :

« Ceux qui affirment que le libre-échange conduira nécessairement à une plus grande croissance ignorent les nuances subtiles de la théorie et la vaste littérature qui contredit cette affirmation, ou bien fondent leur argumentation sur une prémisse différente... »

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Historiquement, tous les pays qui se sont développés et sont aujourd'hui les géants du commerce international l'ont fait derrière des barrières douanières élevées, et non grâce au libre-échange.
- La France et l'Allemagne ont brièvement adopté le libre-échange, ont constaté qu'elles y perdaient et ont fait marche arrière dans les années 1880 ;
- La Grande-Bretagne s'est industrialisée derrière les Corn Laws. Elle n'a commencé à prôner le libre-échange qu'après avoir acquis un avantage technologique.
- Friedrich List (1856) a décrit l'avertissement britannique sur le libre-échange comme « donner un coup de pied à l'échelle ».
- Au lieu de privilégier le libre-échange, les États-Unis se sont industrialisés tout au long du XIXe siècle et pendant la majeure partie du XXe siècle derrière des barrières douanières élevées et un protectionnisme fort.
- Les pays nouvellement industrialisés d'Asie du Sud-Est ont suivi la même voie.
- La Chine a appliqué la même logique de protection sélective et stratégique et a connu une croissance spectaculaire de sa production industrielle.

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Les preuves sont accablantes et ne plaident pas en faveur du libre-échange.
- On peut donc se demander pourquoi les pays pauvres qui cherchent à transformer leur économie continuent de prôner le libre-échange et pourquoi les économistes professionnels insistent sur le libre-échange.
- Selon Stiglitz (2006), « les économistes qui promettent que la libéralisation du commerce améliorera le sort de tous sont malhonnêtes ».
- La théorie et les faits suggèrent le contraire.
- Ce qui est incontestable, c'est l'expérience historique qui montre que plus les pays s'enrichissent, plus ils réduisent les barrières commerciales ou adoptent une attitude plus libérale.
- Les pays ne s'enrichissent pas parce qu'ils libéralisent le commerce (Thirlwall, 2013).

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Cela ne signifie pas que le commerce n'est pas important pour le développement ;
- Le problème ne réside pas dans le commerce en soi.
- Le problème réside dans le postulat et l'approche particulière du commerce qui ont été imposés aux pays pauvres.
- Il est en effet difficile de s'opposer au commerce.
- Le commerce a joué un rôle important dans le miracle du développement de la Corée et des autres pays d'Asie de l'Est.
- Et il est certain que les progrès considérables réalisés par la Chine au cours des quatre dernières décennies sont en grande partie dus au commerce international.
- Une caractéristique unique de ces pays est qu'ils ont libéralisé leur secteur des exportations bien avant de libéraliser leur secteur des importations : leurs entreprises nationales ont utilisé leurs marchés intérieurs comme terrain d'essai pour commettre toutes leurs erreurs.

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Correctement calibré, le commerce peut répondre aux besoins de développement des populations pauvres du monde entier, y compris les travailleurs.
, y compris les travailleurs.
- Cependant, la réalité est que pour de nombreux pays et pour de nombreuses personnes, en particulier en Afrique, le commerce a été un véritable cauchemar.
- Il a détruit l'emploi dans toute l'Afrique :
- Le secteur manufacturier a été décimé par la saturation des marchés intérieurs due aux importations de produits de base.
- Les entreprises nationales ont été éliminées, incapables de rivaliser avec les entreprises matures et fortement subventionnées des pays développés.
- Les entreprises existantes sont au bord du gouffre, confrontées à une concurrence déloyale et insoutenable.
- Le régime réglementaire actuel qui régit les échanges commerciaux est en partie responsable de la situation.

COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

- Les règles existantes sont en effet conçues pour entraver le développement et aller à l'encontre des intérêts des pauvres de la planète.
- Il en résulte que s'il est difficile de s'opposer au commerce, il est tout aussi difficile de défendre l'architecture mondiale actuelle qui régit les échanges commerciaux.
- Oxfam (2002) a comparé le système commercial international à une course d'obstacles dans laquelle les athlètes les plus faibles sont confrontés aux obstacles les plus hauts.
- En réalité, le commerce international est à la merci des multinationales, qui bénéficient du soutien des gouvernements des États-Unis, de l'Union européenne, du Japon et du Canada.
- Agissant de concert au sein de l'OMC et en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, elles ont imposé l'ouverture des marchés à travers le monde.
- Cependant, leurs propres marchés restent fermement protégés par des barrières commerciales anciennes et nouvelles.

LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

- Les tentatives visant à modifier les règles du commerce international ont abouti au lancement du cycle de négociations commerciales de Doha en 2001.
- Le cycle de Doha visait à répondre aux besoins de développement des pays en développement.
- Après plus de 20 ans de négociations infructueuses, le cycle de Doha est moribond.
- Le monde riche a démontré qu'il n'était pas disposé à renoncer à ses privilèges, même au détriment des populations pauvres et de la planète.

COMMERCE, DÉVELOPPEMENT ET ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE AFRICAINE

- C'est dans ce contexte – théorie/politique commerciale et règles du commerce international – que nous devons parler de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ;
- *Il s'agit d'une zone de libre-échange*

Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA)

- Il s'agit de la tentative la plus ambitieuse au niveau continental pour établir une union douanière, harmoniser les politiques commerciales et renforcer les liens commerciaux entre les pays africains.
les politiques commerciales et de renforcer les liens commerciaux entre les pays africains.
- Elle offre à l'Afrique la possibilité de contourner les contraintes auxquelles elle est confrontée en raison des règles déséquilibrées de l'OMC et des accords méga-régionaux émergents tels que le Partenariat transpacifique (TPP).
- Cependant, des défis subsistent et semblent être négligés alors que le continent est en proie à l'euphorie suscitée par un accord continental.
- L'AfCFTA n'est en aucun cas la première tentative visant à promouvoir le commerce entre les pays africains.
- Les communautés économiques régionales (CER) s'efforcent depuis un demi-siècle de promouvoir le commerce intra-africain.
- Mais elles ont échoué.
- Le commerce intra-africain ne représente que 15 %. Ce chiffre est à comparer aux 61,7 % de l'Union européenne , 40,3 % dans la zone ALENA et 23 % dans la région de l'ANASE.

Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA)

- L'échec des CER met en évidence les risques inhérents à la ZLECA.
- L'ACFTA semble ignorer les leçons de l'histoire, y compris celles de l'Afrique.
- Historiquement, tous les pays qui se sont développés et qui sont aujourd'hui les géants du commerce international l'ont fait derrière des barrières douanières élevées, et non grâce à des accords de libre-échange.
- Plusieurs études ont montré que la croissance économique, l'accumulation de capital et la mise en place de systèmes de production solides ont toujours précédé la libéralisation des échanges.
- L'Afrique est donc la seule à chercher à s'industrialiser, à diversifier son économie et à conquérir une plus grande part du commerce mondial grâce à la libéralisation des échanges.
- Cela revient à nager à contre-courant du bon sens économique des siècles passés.
- Nous ne disposons même pas des infrastructures nécessaires pour le commerce à l'échelle de l'Afrique !